Crise politique au Cameroun : Pourquoi je n'ai plus peur ?

Enfin, il faut que je laisse parler ma conscience !

Pendant de longs mois, j'ai beaucoup entendu, j'ai beaucoup lu et j'ai beaucoup vu. Je me suis contenu, je me suis efforcé à écouter les discours de « prudence » qui invitent à garder le silence pour ne pas courir des risques, mais hélas, le cri de la misère du peuple camerounais n'a cessé de résonner dans mon cœur. Aujourd'hui, libre devant moi-même et mon Dieu, **je veux faire entendre la voix de ma conscience** : *j'ai pris la décision de vaincre ma peur, d'assumer mon devoir de résistance contre l'injustice et de participer à la construction d'un meilleur vivre ensemble.*

1. Vaincre la peur

La dictature fait régner la peur et la peur rend violent !

Quand on veut prendre position sur les questions qui concernent le Cameroun, on a peur. Oui, j'ai eu peur de faire ce que je suis en train de faire maintenant. J'ai eu peur de faire entendre la voix de ma conscience. J'ai eu peur d'être traité comme beaucoup de Camerounais et d'étrangers que l'on traine dans la boue imaginaire et réelle parce qu'ils ont dit, en vérité, ce qu'ils pensent du Cameroun.

Oui, je ne vous le cache pas, pendant longtemps j'ai eu **peur d'être insulté** comme Mgr Samuel Kléda, archevêque métropolitain de Douala et président de la Conférence Episcopale Nationale du Cameroun, qui a été attaqué, insulté et même désavoué par certains thuriféraires du régime, parce qu'il a tout simplement dit ce qu'il pensait de la marche du pays et des résultats de l'élection présidentielle. J'ai eu peur d'être malmené comme l'ambassadeur américain Peter Henry Barlerin qui, dans le cadre de son service, a tout simplement fait une suggestion qui lui semblait opportune pour la préservation de la paix au Cameroun : « J'ai, dit-il, suggéré au président Biya qu'il devrait réfléchir à son héritage et à comment il souhaite que l'on se souvienne de lui dans les livres d'histoire ».

Aurait-il fallu que ces personnalités disent le contraire de ce qu'elles pensent pour être applaudies ?

Oui, je ne vous le cache pas, pendant longtemps j'ai eu **peur d'aller en prison ou en exil** comme l'Abbé Jean Marc Ela, contraint en 1995 à l'exil au Canada où il a trouvé la mort en 2008. J'ai eu peur d'aller en prison comme les journalistes Pius Njawé de regrettée mémoire et Mofor Ndong, ce jeune homme de 31 ans qui a fait 203 jours de prison pour avoir distribué des tracts. J'ai eu peur d'aller en prison comme les avocats Félix Agbor Nkongho qui a fait la prison parce qu'il s'est engagé dans la défense de la cause légitime des avocats anglophones et Michèle Ndoki qui a été tabassée, interpellée et placée en détention dans un commissariat de Douala et est citée à comparaître le 6 novembre 2018, alors qu'elle manifestait contre le hold-up électoral. J'ai eu peur d'aller en prison pour « rien » comme le Magistrat hors hiérarchie Ayah Paul Abine et son fils Paul Ayah Ayah. J'ai eu peur d'aller en prison comme le professeur d'université Neba Fontem Aforteka'a qui avait pour responsabilité de représenter les enseignants anglophones pendant leurs revendications. J'ai eu peur d'aller en prison comme les activistes qui se trouvent en prison au moment où j'écris ces lignes, condamnés à de lourdes peines, comme Mancho Bibixy, journaliste condamné à 15 ans de prison pour avoir manifesté à Bamenda avec un cercueil...

Aurait-il fallu que toutes ces personnes disent le contraire de ce qu'elles pensent pour être en liberté physique, emprisonnant ainsi leurs consciences ?

Oui, je ne vous le cache pas, pendant longtemps j'ai eu **peur d'être tué**, comme ces deux femmes et ces deux enfants abjectement soustraits à la vie par des militaires camerounais dans la région de l'Extrême Nord et dont la vidéo de cette horrible scène a fait le tour du monde. J'ai eu peur d'être tué comme Gerard Akiata, ce jeune séminariste de Bamenda, qui a été froidement abattu, son chapelet à la main, par un militaire à Bamessing. J'ai eu peur d'être retrouvé raide sur mon lit comme l'abbé Armel Collins Ndjama, recteur du petit séminaire de Bafia. J'ai eu peur d'être retrouvé dans l'eau froide, tout seul la nuit, laissant derrière sur le siège de la voiture un petit écrit qui ferait penser à l'humanité que j'ai eu du plaisir à me donner moi-même la mort, comme Mgr Jean Marie BALLA, évêque de Bafia. Oui, j'ai eu peur d'être retrouvé, baignant dans mon sang comme Mgr Yves Plumey, archevêque émérite de Garoua, l'abbé Joseph Mbassi, directeur du journal catholique l'*Effort camerounais*, le Père Engelbert Mveng, théologien jésuite et les sœurs Germaine Marie Husband et Marie Léone Bordy. Et la liste des crimes commis, pendant les 36 ans de régime de M. Biya est longue.

Les conclusions des enquêtes de ces meurtres n'ont jamais vu le jour et les familles des victimes n'ont jamais eu le sentiment que la justice est rendue !

Personne n'est épargné ! La main qui fait peur, qui insulte, enferme et tue les Camerounais pèse sur la tête de tous. Alors, je me dois d'exorciser ma peur, car tout peut arriver à tout moment, à n'importe qui, n'importe comment et n'importe où.

Maintenant, je n'ai plus peur !

Aujourd'hui, j'entends dans le plus profond de moi-même cette voix du Christ : **« N'ayez pas peur de ceux qui tuent le corps et qui ne peuvent tuer l'âme. Craignez plutôt celui qui peut faire périr l'âme et le corps dans la géhenne ! » (**Mt 10,28).

Oui, je sais que je peux être insulté, emprisonné ou tué, mais ***je n'ai plus peur***. Je sais que ma mort pourra être insérée dans cette longue liste de morts injustifiées et intolérables, mais ***je n'ai plus peur***. ***Je n'ai plus peur*** parce que je sais que le sang des innocents ne cessera jamais de crier vers le ciel pour que justice soit faite et Dieu posera cette question à celui qui tue :

« Caïn où est ton frère ? »

Je n'ai plus peur parce que je sais que le sang des martyrs est la semence d'une abondante moisson. ***Je n'ai plus peur*** parce que je sais que la violence verbale et physique, les intimidations, la prison et la mort n'auront pas le dernier mot.

Quand je lis l'histoire de l'Allemagne, ce qui me fait le plus mal n'est pas la méchanceté d'Hitler comme individu. Quand je lis l'histoire de l'Allemagne, ce qui me trouble le plus est le silence, l'indifférence, la peur et l'inaction de celles et ceux qui ne pensaient pas comme Hitler. Une question me revient très souvent à l'esprit : *« qu'aurais-tu fait si tu étais citoyen allemand pendant le règne des Nazis » ?* Et ma réponse est : *« j'aurai fait tout mon possible pour résister à l'injustice même si elle était légale ! »* ; alors ma conscience m'oblige à faire *tout mon possible* aujourd'hui pour le Cameroun. Je ne dois pas attendre que la situation de notre pays soit aussi dramatique que celle de l'Allemagne sous Hitler pour agir. Je ne veux pas être ce sapeur pompier qui attend que l'incendie détruise toute la maison avant de lancer ses sirènes.

Aujourd'hui, plus que jamais, ma conscience me demande de vaincre ma peur, pas seulement pour m'inscrire du bon coté de l'histoire, mais surtout pour défendre la vie qui est menacée par les forces de la mort.

2. Résister face à l'injustice

Nous sommes en train de vivre des jours tendus, où une page importante de l'histoire de notre pays est en train de s'écrire sous nos yeux. La campagne électorale, l'élection présidentielle du 07 octobre 2018 et le contentieux électoral public ont révélé un nouvel dynamisme du peuple camerounais.

Le verdict du Conseil Constitutionnel est-il recevable ?

Après avoir suivi les débats, beaucoup de zones d'ombres que j'aurai voulu voir clarifier pour mieux situer ma conscience persistent :

- Le Conseil Constitutionnel qui n'a prouvé ni son impartialité ni son indépendance a semé des doutes graves sur sa légitimité. La question de la suspicion légitime était sérieuse, malheureusement elle n'a été ni éclaircie ni tranchée.

- Le Conseil Constitutionnel n'a pas pris tout le temps qu'il fallait pour écouter et réécouter ceux qui avaient des raisons de se plaindre. Pour un procès de cette envergure et unique en son genre, les Camerounais et l'opinion internationale auraient voulu voir le président du Conseil Constitutionnel laisser la chance aux différentes parties de mener leur argumentaire jusqu'au bout. L'obstination à refuser la parole au candidat Kamto, à un moment crucial du procès, au prétexte que le débat était clos, et la menace à l'endroit de son avocat qui la demandait avec insistance a semé à mon esprit de sérieux soupçons sur la bonne foi du président du Conseil Constitutionnel dans la recherche de la vérité.

- Et que dire des 32 Procès Verbaux qui représenteraient 1.300.000 électeurs ? Pour une élection de 3.590.681 votants, le doute porté sur les voix d'un si grande nombre d'électeurs aurait mérité plus d'éclairci pour le bien de tous. Pourquoi le Conseil Constitutionnel n'a-t-il pas tenu à ce que la lumière soit faite sur cette affaire ?

- La validation de larges scores en faveur du candidat Paul Biya dans les 3 régions du pays en conflit fait réfléchir : je pense au Nord Ouest, au Sud Ouest et à l'Extrême nord où des villages entiers sont vides et où, à cause de la guerre qui sévit encore, il était impossible pour beaucoup d'aller voter. Le premier ministre lui-même n'a pas pu aller voter dans son village où il était inscrit, malgré la puissance sécuritaire dont il dispose.

- Pourquoi le silence complet sur les faux observateurs pris en flagrant délit d'usurpation d'une identification à l'ONG international *Transparency International* ? On peut donc laisser impunis des individus qui s'amusent avec notre processus électoral à ce niveau ?

Malgré les intimidations que connaissent celles et ceux qui s'interrogent sur le verdict de ce Conseil Constitutionnel, ma conscience n'arrive pas à prendre pour vraie et fiable, la décision d'un tribunal à la légitimité douteuse. Je n'ai pas le sentiment que la justice a été rendue. Je suis en droit de croire que la vérité se trouve plutôt là où on ne veut pas l'admettre.

- ***Que dois-je faire face à cette situation ?***

Je dis **Non au hold-up électoral !**

On pouvait se limiter tout simplement à la soif d'alternance manifestée depuis longtemps par le peuple camerounais et dire que ***trop c'est trop***. Cela aurait été suffisant pour prier M. Biya de laisser le pouvoir. Mais cette fois-ci, il y a eu basculement des forces en présence. **Le peuple s'est exprimé et a porté son choix sur M. Kamto d'après les chiffres révélés par le MRC.** *Le 08 octobre 2018 marque un tournant décisif de l'histoire du Cameroun.* Le courage du nouveau président élu, M. Kamto, de se tenir devant un parterre de journalistes pour déclarer sa victoire et inviter le président sortant à une transition pacifique était un événement jamais vu dans l'histoire du Cameroun. Très habituée à l'inertie, la machine du pouvoir a été surprise de bout en bout par la campagne électorale exemplaire de l'équipe du candidat Maurice Kamto et des autres leaders de l'opposition, par la participation des jeunes au vote et par la défense énergétique des avocats du MRC et du SDF devant les Magistrats du Conseil Constitutionnel.

La voix de ma conscience me demande de résister contre l'injustice :

- Car, le devoir de résistance est une impérieuse nécessité quand les structures censées rendre justice produisent l'arbitraire et l'injustice. La célèbre phrase de Thomas Jefferson, très connue au Cameroun grâce au courageux député Wirba doit inspirer tous les Camerounais : « ***quand l'injustice devient loi, la résistance devient un devoir.*** » Camerounais, nous avons le devoir de résister !

- Car, je ne veux pas être, par mon silence, complice du malheur du peuple opprimé. ***La dictature, le braquage et le viol ont ceci de commun qu'ils ont besoin du silence de la victime***. Pour cette raison, le dictateur, comme le braqueur et le violeur est prêt à tout faire pour que la victime garde silence. Dès qu'il y a silence, on prétend qu'il y a paix et on annonce partout que la victime est consentante. Pour mettre fin à la dictature, comme au viol et au braquage, il faut faire du bruit, il faut faire entendre sa voix ; il faut se débattre en appelant au secours. Et quand le dictateur, comme le braqueur et le violeur saura qu'il ne peut plus obtenir le silence de sa victime, il fuira comme on l'a vu en 1989 en Roumanie avec Nicolae Ceaușescu, en 2014 au Burkina Faso avec Blaise Compaoré et en 2017 en Gambie avec Yahya Jammeh. Ces peuples ont eu le mérite de résister. Nous n'avons pas besoin d'une guerre pour résister !

- Car la résistance est l'unique manière de faire lever le jour de l'alternance pacifique sur notre pays. Quand tous les recours légaux sont épuisés et que la justice n'est pas rendue, il revient au peuple l'obligation de décider de son propre destin. Face au péril de l'émigration qui semble être l'unique voie pour beaucoup de jeunes camerounais, face aux insultes et aux souffrances que beaucoup d'entre eux rencontrent dans leur lieu d'exil économique, face à la misère criarde dans les familles au Cameroun, face à la guerre injustifiée, entretenue par refus de dialogue inclusif, qui tuent des centaines de jeunes Camerounais militaires et civils, le devoir de résister s'impose à tous.

Camerounais du monde entier : résistons !

Résistons, car **le vrai tribunal que nous devons craindre est le tribunal de l'histoire**. Hier pourchassés et tués au nom de la loi parce qu'on les appelait maquisards, les nationalistes camerounais sont aujourd'hui appelés les héros nationaux.

Résistons, car **la vraie prison que nous devons craindre est la prison de notre conscience**. Rien ne sert d'être physiquement libre alors qu'on est un zombi ambulant, prisonnier de sa propre conscience.

Résistons, pour que notre pays connaisse finalement une alternance pacifique par les urnes !

3. Construire un meilleur vivre ensemble

Confiant qu'est proche le jour où notre résistance portera du fruit et que la souveraineté du choix du peuple sera respectée :

J'associe ma voix à celle de nombreux Camerounais pour appeler de tous mes vœux à ***un dialogue national inclusif,*** facilité par des médiateurs internationaux acceptés par les grandes forces politiques et civiles exerçant au Cameroun. Ce dialogue national donnera la possibilité aux enfants de ce pays de s'écouter, de se parler et de poser ensemble les bases de la construction de la paix et de la prospérité pour tous. Ce sera l'occasion pour les Camerounais de réfléchir et de débattre librement sur les questions importantes comme : le nom de l'Etat, la forme de l'Etat, la nationalité, le bien commun, la révision constitutionnelle, le code et calendrier électoral consensuel, etc.

Je demande, j'implore toutes celles et tous ceux qui ont un pouvoir de décisions et d'influences à **tout faire pour que cesse immédiatement les situations de violences dans les régions anglophones et de l'Extrême nord**. Ces situations de violences produisent de la souffrance, de la désolation et des morts qu'on aurait pu éviter. On ne construit rien avec la violence.

Je milite pour une commission **vérité et réconciliation** pour essuyer les larmes des familles qui ont perdus des membres dans les différents conflits qui endeuillent notre pays.

J'appelle à la mise sur pied d'un large programme national d'**éducation** au développement durable, à la paix et au vivre ensemble.

Jean de Dieu TAGNE

04-11-18